

**Régie
du logement**

Québec



A36L65
C33
2006/07
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES

2006-2007

Régie
du logement

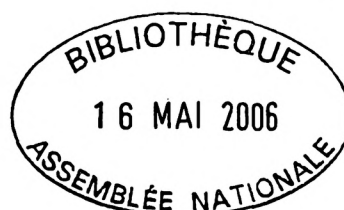
Québec



ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES

2006-2007

MAI 2006



RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. Comparaison, par poste budgétaire, entre les crédits 2005-2006 et 2006-2007
2. Publications de la Régie du logement en 2005-2006 ainsi qu'une copie de la *Déclaration des services aux citoyens*
3. Liste des voyages hors Québec
4. Ententes signées et/ou annoncées lors de missions à l'étranger
5. Sommes dépensées pour les voyages en avion ou en hélicoptère de chaque membre du conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger
6. Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels
7. Liste des sondages et groupes de discussions en 2005-2006
8. Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2005-2006
9. Liste des contrats de moins de 25 000 \$
10. Contrats de moins de 25 000 \$ ou de plus de 25 000 \$ octroyés à une firme de relations publiques
11. Pour le cabinet ministériel, dépenses de photocopie, téléphonie cellulaire, ordinateurs portables, téléavertisseur, mobilier de bureau, distributeurs d'eau de source, frais de transport, d'hébergement et de repas, participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement
12. Pour la Régie du logement, dépenses de photocopie, téléphonie cellulaire, ordinateurs portables, téléavertisseur, mobilier de bureau, distributeurs d'eau de source, frais de transport, d'hébergement et de repas, participation à des congrès, colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. Nombre et répartition du personnel
14. Jours de maladie, vacances et heures supplémentaires
15. Effectif régulier par catégories d'emploi pour 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006 ainsi que les prévisions pour 2006-2007
16. Liste des baux pour les espaces loués de la SIQ
17. Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2005-2006 et prévisions 2006-2007
18. Liste des baux autres que ceux de la SIQ pour 2005-2006
19. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2005 à ce jour
20. Personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1^{er} avril 2005
21. Sommes d'argent versées à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministère ou de l'organisme
22. Ventilation détaillée des budgets de dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral
23. Personnel en disponibilité par catégories d'emploi
24. Nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2005-2006
25. Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels
26. Personnel hors structure par catégorie d'emploi rémunéré par la Régie et qui n'occupe aucun poste à la Régie

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 27. Personnel rémunéré par la Régie et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres
- 28. Personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres affecté à la Régie
- 29. Personnel par catégorie d'emploi qui reçoit une double rémunération
- 30. Liste détaillée du matériel informatique
- 31. Liste des abonnements et leur coût
- 32. Site Internet
- 33. État d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale
- 34. Liste et copie des contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État
- 35. Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État
- 36. Études commandées en 2005-2006 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics
- 37. Budgets consacrés à la sécurité de l'organisme ainsi qu'à leurs installations pour 2005-2006
- 38. Modification à une directive existante ou toute nouvelle directive à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information
- 39. Nominations, depuis le 1^{er} mai 2005, de mandataires, émissaires, négociateurs et médiateurs, commissaires, experts et enquêteurs
- 40. Dépenses effectuées pour les tournées ministérielles pour 2005-2006

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 41. Montants déboursés en 2005-2006 ainsi que les prévisions pour 2006-2007 pour les études, avis ou achat de matériel pour la mise en place du gouvernement en ligne
- 42. Liste et copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying
- 43. Liste et copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information
- 44. Demandes d'accès l'information
- 45. Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres
- 46. Nombre d'ETC autorisé et non comblés depuis février 2005
- 47. Montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2005-2006 et mesures prises pour atteindre ces cibles
- 48. Montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour l'année 2006-2007 et mesures prises pour atteindre ces cibles
- 49. Liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres
- 50. Contrats octroyés dans le cadre des six chantiers annoncés par le premier ministre en 2003
- 51. Contrats octroyés dans le cadre du Forum des générations de l'automne 2004
- 52. Parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires

1. COMPARAISON, PAR POSTE BUDGÉTAIRE, ENTRE LES CRÉDITS 2005-2006 ET 2006-2007

Extraits annexés des volumes « *Crédits des ministères et organismes* »
pour les années 2005-2006 et 2006-2007.

Affaires municipales et Régions

Programme 8 Régie du logement

Élément	2005-2006			2004-2005	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Régie du logement	14 170,7	210,2	206,5	14 167,0	14 738,7
Moins :					
Crédits reportés					
Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)				-	106,6
Crédits déjà votés					
Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)				3 658,0	-
Crédit à voter*				10 509,0	14 632,1

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements, et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2005-2006	2004-2005
		(000 \$)		
Rémunération	11 314,5		11 314,5	11 456,7
Fonctionnement	2 856,2		2 856,2	3 203,0
	14 170,7		14 170,7	14 659,7
Effectif total	224		224	225
Budget d'investissements				
Immobilisations	206,5		206,5	250,0
	206,5		206,5	250,0

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Affaires municipales et Régions

Crédit au net

	2005-2006	2004-2005
	(000 \$)	
Programme 8 - Régie du logement		
Dépenses du programme (excluant amortissement)	13 960,5	14 488,7
Moins : Revenus associés au crédit au net	3 100,0	3 100,0
Crédit au net	10 860,5	11 388,7

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion intervenue entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités de la Régie du logement dont la mission consiste à décider des litiges, à informer les locataires et les locateurs sur leurs droits et obligations découlant du bail et à favoriser la conciliation entre ceux-ci. Les revenus associés à ce crédit proviennent de la tarification des activités de règlement des litiges.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 3 100 000 \$.

Affaires municipales et Régions

Programme 8

Régie du logement

Élément	2006-2007			2005-2006	
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits	Crédits
			(000 \$)		
1. Régie du logement	14 672,6	235,0	250,0	14 687,6	14 320,0
Moins :					
Crédits reportés					
Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7)				-	153,0
Crédit à voter*				14 687,6	14 167,0

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

* Comportant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

Ventilation par supercatégories

Budget de dépenses	1	Élément	2006-2007	2005-2006
		(000 \$)		
Rémunération	11 480,2		11 480,2	11 324,0
Fonctionnement	3 192,4		3 192,4	2 999,4
	14 672,6		14 672,6	14 323,4
Effectif total	219		219	224
Budget d'investissements				
Immobilisations	250,0		250,0	206,8
	250,0		250,0	206,8

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2007-2008, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2006-2007, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Affaires municipales et Régions

Crédit au net

	2006-2007	2005-2006
	(000 \$)	
Programme 8 - Régle du logement		
Dépenses du programme (excluant amortissement)	14 437,6	14 113,2
Moins : Revenus associés au crédit au net	3 100,0	3 100,0
Crédit au net	11 337,6	11 013,2

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion intervenue entre la ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités de la Régie du logement dont la mission consiste à décider des litiges, à informer les locataires et les locateurs sur leurs droits et obligations découlant du bail et à favoriser la conciliation entre ceux-ci. Les revenus associés à ce crédit proviennent de la tarification des activités de règlement des litiges.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 3 100 000 \$.

2. PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT EN 2005-2006 AINSI Q'UNE COPIE DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

DESCRIPTION	GENRE	CONCEPTION RÉDACTION GRAPHISME	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
COPROPRIÉTÉ (AFFICHE)	affiche	RDL	100	545,74 \$	Plastique Alto inc.	bureaux RDL
AVIS D'INTENTION (F)	formulaire 3 parties	RDL	5000	656,78 \$	Art Graphique Québec inc.	bureaux RDL
AVIS D'INTENTION (A)	formulaire 3 parties					
OFFRE DE VENTE (F)	formulaire 3 parties					
OFFRE DE VENTE (A)	formulaire 3 parties					
COMMENT S'ENTENDRE (CALCUL)	formulaire/dépliant	RDL	25000	2 100,00 \$	Imprimerie Le Laurentien inc.	bureaux RDL / Services-Québec
HOW TO AGREE (CALCUL)	formulaire/dépliant	RDL	8000	672,00 \$	Imprimerie Le Laurentien inc.	bureaux RDL / Services-Québec
LA CONVERSION EN COPROPRIÉTÉ DIVISÉE...ET LES LOCATAIRES	dépliant					
UNDIVIDED CO-OWNERSHIP...AND THE TENANTS	dépliant					
FEUILLET SUR LES FRAIS EXIGIBLES (FRANÇAIS) (interne)	feuille					
FEUILLET SUR LES FRAIS EXIGIBLES (ANGLAIS) (interne)	feuille					
CONVENTION ENTRE COLOCATAIRE (interne)	dépliant					
CONVENTION BETWEEN CO-LESSEE (interne)	dépliant					
EXÉCUTER OU CONTESTER UNE DÉCISION DE LA RDL	feuille	RDL	60000 75000	1 526,00 \$ 1 995,00 \$	CopiExpress Imprimerie Nicober inc.	bureaux RDL bureaux RDL
EXÉCUTING OR CONTESTING A RDL DECISION	feuille	RDL	8000 5000	151,10 \$ 357,00 \$	CopiExpress Imprimerie Marc Boileau	bureaux RDL bureaux RDL
COMMENT SIGNIFIER UNE DEMANDE	feuille					
HOW TO SERVE AN APPLICATION	feuille					
DÉSIGNATION LÉGALE DU LOCATEUR ET DU LOCATAIRE	feuille					

2. PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT EN 2005-2006 AINSI Q'UNE COPIE DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

DESCRIPTION	GENRE	CONCEPTION RÉDACTION GRAPHISME	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
LEGAL DESIGNATION LESSORS AND LESSEES	feuille					
COMMENT SE PRÉPARER A UNE AUDIENCE	feuille					
HOW TO PREPARE FOR A HEARING	feuille					
LA RECONDUCTION DU BAIL	dépliant					
RENEWING THE LEASE OF A DWELLING	dépliant					
GABARIT PUBLICATIONS	Feuille-libre	RDL	100000	3 432,00 \$	Imprimerie Joseph Clermont inc.	S / O
IMPRESSION TEXTES	S / O	RDL	77000	1 746,04 \$	Centre de services partagés	S / O
ACCÈS AU LOGEMENT ET LA VISITE *	Feuille	RDL	5500 7000	368,33 \$	Reprographie gouvernementale Centre de services partagés	bureaux RDL / Services-Québec
ACCESS TO THE DWELLING *	Feuille					
LE BRUIT *	Feuille	RDL	5000 7000	334,85 \$	Reprographie gouvernementale Centre de services partagés	bureaux RDL / Services-Québec
NOISE *	Feuille					
LE PAIEMENT DU LOYER *	Feuille	RDL	6500 7000	435,30 \$	Reprographie gouvernementale Centre de services partagés	bureaux RDL / Services-Québec
RENT PAYMENT *	Feuille					
PROBLEMES DE CHAUFFAGE *	Feuille	RDL	5000 7000	334,85 \$	Reprographie gouvernementale Centre de services partagés	bureaux RDL / Services-Québec
HEATING PROBLEMS *	Feuille					
RÉPARATIONS URGENTES ET NÉCESSAIRES *	Feuille	RDL	4700 7000	314,76 \$	Reprographie gouvernementale Centre de services partagés	bureaux RDL / Services-Québec
URGENT AND NECESSARY REPAIRS *	Feuille					
REPRISE DE POSSESSION *	Feuille	RDL	8300 7000	624,66 \$	Reprographie gouvernementale Centre de services partagés	bureaux RDL / Services-Québec
REPOSSESSION *	Feuille					
TRAVAUX MAJEURS *	Feuille	RDL	5100 7000	383,83 \$	Reprographie gouvernementale Centre de services partagés	bureaux RDL / Services-Québec

2. PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT EN 2005-2006 AINSI Q'UNE COPIE DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

DESCRIPTION	GENRE	CONCEPTION RÉDACTION GRAPHISME	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
MAJOR WORK *	Feuillet					
CÉDER SON BAIL OU SOUS-LOUER *	Feuillet	RDL	8600 7000	647,24 \$	Reprographie gouvernementale Centre de services partagés	bureaux RDL / Services-Québec
ASSIGNING YOUR LEASE OR SUBLETTING *	Feuillet					
LA COLOCATION *	Feuillet	RDL	3200 7000	240,83 \$	Reprographie gouvernementale Centre de services partagés	bureaux RDL / Services-Québec
JOINT TENANCY *	Feuillet	RDL				
CONTESTER UNE DÉCISION DU TRIBUNAL *	Feuillet	RDL	7000		Centre de services partagés	bureaux RDL / Services-Québec
CONTESTING A DECISION OF THE TRIBUNAL *	Feuillet	RDL				
EXÉCUTER UNE DÉCISION DU TRIBUNAL *	Feuillet	RDL	7000		Centre de services partagés	bureaux RDL / Services-Québec
EXECUTING A DECISION OF THE TRIBUNAL *	Feuillet	RDL				
CONV. D'UN IMMEUBLE EN COPRO. DIVISE (PROP. OCC.)	guide					
CONV. PROP. TO DIVIDED CO-OWNERSHIP (OCC. OWNER)	guide					
CONV. D'UN IMMEUBLE EN COPRO. DIVISE	guide					
CONV. PROP. TO DIVIDED CO-OWNERSHIP	guide					
ENSEMBLE IMMOBILIER	guide					
HOUSING COMPLEX	guide					
AVIS D'ABANDON DU LOGEMENT	guide	RDL	5000	118,95 \$	Impression 03 inc. (Les)	bureaux RDL
NOTICE OF ABANDONMENT OF THE DWELLING	guide					
AVIS DE CESSION DE BAIL	avis	RDL	20000	477,00 \$	Impression 03 inc. (Les)	bureaux RDL
NOTICE TO ASSIGN THE LEASE	avis	RDL	5000	118,95 \$	Impression 03 inc. (Les)	bureaux RDL
AVIS EN CAS DE CESSATION DE COHABITATION	avis					

2. PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT EN 2005-2006 AINSI Q'UNE COPIE DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

DESCRIPTION	GENRE	CONCEPTION RÉDACTION GRAPHISME	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
NOTICE REGARDING THE CESSATION OF COHABITATION	avis					
AVIS EN CAS DE DÉCÈS DU LOCATAIRE	avis	RDL	5000	118,95	Impression 03 inc. (Les)	bureaux RDL
NOTICE REGARDING THE DEATH OF THE TENANT	avis					
AVIS DE DÉPÔT DE LOYER	avis	RDL	5000	118,95	Impression 03 inc. (Les)	bureaux RDL
NOTICE OF RENT DEPOSIT	avis					
AVIS D'AUGMENTATION DE LOYER ET DE MODIFICATION D'UNE AUTRE CONDITION DU BAIL	avis	RDL	40000	1 103,00 \$	Impression 03 inc. (Les)	bureaux RDL
NOTICE OF RENT INCREASE AND MODIFICATION OF ANOTHER CONDITION OF THE LEASE	avis					
AVIS DE NON-RECONDUCTION DU BAIL PAR LE LOCATAIRE	avis					
NOTICE OF NON-RENEWAL OF THE LEASE BY THE TENANT	avis					
AVIS DE RÉPARATION OU D'AMÉLIORATION MAJEURE	avis					
NOTICE OF MAJOR IMPROVEMENTS OR REPAIRS	avis	RDL	5000	230,00 \$	CopiExpress	bureaux RDL
AVIS DE REPRISE DU LOGEMENT	avis	RDL	5000	290,00 \$	Imprimeur Le Roy Audy inc.	bureaux RDL
NOTICE OF REPOSSESSION	avis					
RÉPONSE DU LOCATAIRE À UN AVIS D'AUGMENTATION ET DE MODIFICATION D'UNE AUTRE CONDITION DU BAIL	avis	RDL	16000	412,00 \$	Impression 03 inc. (Les)	bureaux RDL
TENANT'S REPLY TO A NOTICE OF RENT INCREASE AND MODIFICATION OF ANOTHER CONDITION OF THE LEASE	avis					
RÉPONSE À UN AVIS DE REPRISE DU LOGEMENT	avis	RDL	6000	142,74 \$	Impression 03 inc. (Les)	bureaux RDL
REPLY TO A NOTICE OF REPOSSESSION	avis					

2. PUBLICATIONS DE LA RÉGIE DU LOGEMENT EN 2005-2006 AINSI Q'UNE COPIE DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

DESCRIPTION	GENRE	CONCEPTION RÉDACTION GRAPHISME	TIRAGE	COÛT	FOURNISSEUR	DISTRIBUTION
AVIS DE RÉSILIATION DU BAIL SUITE À ...LOYER MODIQUE	avis					
NOTICE OF RESILIATION OF LEASE DUE...LOW-RENTAL HOUSING	avis					
AVIS DE RÉSILIATION DU BAIL ...CENTRE D'HÉBERGEMENT	avis	RDL	5000	118,95 \$	Impression 03 inc. (Les)	bureaux RDL
NOTICE OF RESILIATION OF LEASE ...RESIDENTIAL	avis					
AVIS DE SOUS-LOCATION DU LOGEMENT	avis					
NOTICE TO SUBLET THE DWELLING	avis					
AVIS D'ÉVICTION POUR SUBDIVISION...	avis	RDL	5000	118,95 \$	Impression 03 inc. (Les)	bureaux RDL
NOTICE OF EVICTION TO DIVIDE THE DWELLING...	avis					
ÉCRIT CONSTATANT LES MODIFICATIONS AU BAIL...	avis	RDL	5000	118,95 \$	Impression 03 inc. (Les)	bureaux RDL
WRITING EVIDENCING THE MODIFICATIONS...	avis					
CONTRAT DE CESSION DE BAIL	contrat	RDL	18000	599,00 \$	Impression 03 inc. (Les)	bureaux RDL
ASSIGNMENT OF LEASE AGREEMENT	contrat					
TOTAL DES PUBLICATIONS				20 952,70 \$		

* nouvelle édition (textes révisés, nouvelle présentation)

3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2005

OTTAWA

Date : Du 19 au 21 juin 2005

But du voyage : 21^e congrès annuel du Conseil des Tribunaux Administratifs Canadiens (CTAC) ayant comme thème « *La justice administrative au cœur de la mosaïque canadienne* ».

Coûts : 2113 \$

Personnes rencontrées : Membres du CTAC

Participants : M^{me} France Desjardins, présidente

M^{me} Suzie Ducheine, régisseur

M^{me} France Desjardins à titre de conférencière invitée dans le cadre d'un atelier de formation.

M^{me} Suzie Ducheine à titre de conférencière invitée dans le cadre d'une séance plénière

Bilan : Le congrès ayant pour thème : *La justice administrative au cœur de la mosaïque canadienne*, propose aux membres de réfléchir sur la justice administrative et d'enrichir leurs connaissances juridiques, administratives et techniques pertinentes à leurs activités professionnelles.

M^{me} France Desjardins était panéliste invitée dans l'atelier « *La justice et les médias au 21^e siècle* »

M^{me} Suzie Ducheine était panéliste invitée à la séance plénière « *Le multiculturalisme : les juges administratifs se sont-ils adaptés aux nouvelles réalités ?* »

TORONTO

Date : Le 10 octobre 2005

But du voyage : Réunion du CA du Conseil des Tribunaux Administratifs
Canadiens (CTAC)

Coûts : 583 \$

Personnes rencontrées : Membres du CA du CTAC

Participant : M^e Luc Harvey, régisseur

**4. ENTENTES SIGNÉES ET/OU ANNONCÉES LORS DE MISSIONS À
L'ÉTRANGER**

Sans objet

**5. SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION OU EN
HÉLICOPTÈRE DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES
MINISTRES ET DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU
QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER**

Sans objet

**6. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET)
ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS**

Sans objet

**7. LISTE DES SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS
DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2005-2006 À LA DEMANDE DES
CABINETS, DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES,
MINISTÈRES, ORGANISMES, SOCIÉTÉS, RÉGIES ET COMMISSIONS
QUI S'Y RATTACHENT**

Sans objet

8. LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES À L'EXTÉRIEUR OU À L'INTÉRIEUR DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2005-2006

Aucune étude n'a été commandée en 2005-2006.

Les travaux se sont poursuivis concernant l'étude sur **la caractérisation et l'analyse de la situation des logements en copropriété divisée dans la région de Montréal**. Cette étude est financée conjointement par la Régie du logement, la Société d'habitation du Québec (SHQ), le Ministère des Affaires municipales et des Régions, la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Ville de Montréal. Selon l'entente conclue avec la SHQ, chaque organisme partenaire a accepté d'assumer, jusqu'à concurrence de 24 000 \$, une part de 20 % du montant qui sera versé aux consultants pour la fourniture des services professionnels requis, au montant maximal de 120 000 \$.

La Régie a effectué deux versements en 2003-2004 totalisant 15 770 \$ et a enregistré un compte à payer estimé en 2004-2005 pour le solde de 8 320 \$.

Les travaux sont à toute fin terminés et le rapport devrait être déposé d'ici quelques mois.

**9. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS
EN 2005-2006**

IMEX 15 089 \$

Contrat de services professionnels pour la traduction de décisions.

La société d'avocats Garneau, Verdon, Michaud, S.E.N.C 8 152 \$

Contrat de services professionnels pour représenter les régisseurs de la Régie du logement devant le Conseil de la justice administrative.

Les Consultants Longpré & Associés inc. 6 774 \$

Contrat de services professionnels pour des services en relation d'aide et des services de soutien nécessaires au fonctionnement du programme d'aide aux employés.

Frisco Bay 1 604 \$

Contrat d'entretien pour le système de service prioritaire PSS.

Gestar, Inc. 871 \$

Contrat d'entretien du système DOCUMENTIK.

IBM Canada ltée. 10 578 \$

Contrat du plan de relève de l'ordinateur central (AS/400).

Dunton Rainville, S.E.N.C. 22 167 \$

Contrats de services professionnels pour représenter la Régie du logement devant les tribunaux supérieurs dans le cours de requêtes en révision judiciaire.

Paradis, Lemieux, Francis, S.E.N.C. 10 295 \$

Contrats de services professionnels pour représenter la Régie du logement devant les tribunaux supérieurs dans le cours d'une requête en révision judiciaire et pour jugement déclaratoire recherchant l'invalidité d'un règlement.

Sungard, services de continuité des affaires (Canada) ltée 9 383 \$

Contrat de services de rétablissement de l'ordinateur central (AS/400).

**9. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS
EN 2005-2006**

Communication Demo inc. 9 817 \$

Service de lecture de la presse écrite prenant forme d'une revue de presse.

Comité consultatif de la gestion du personnel du gouvernement du Québec (CCGP) 2 150 \$

Contrat pour l'utilisation des systèmes informatiques du CCGP soit :
-SADE (suivi des activités de développement)
-GEREV (gestion des retraites volontaires)

Direction générale des solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources (DGSAGIR) 7 758 \$

Contrat pour l'utilisation des systèmes informatiques du DGSAGIR soit :
-SAGIP (système automatisé de gestion des informations du personnel).

Conseillers en gestion et informatique CGI inc. 2 515 \$

Contrat pour l'obtention de documents relatifs à la paie sur différents supports (papier ou électronique).

SMA Société de mathématiques appliquées inc. 4 047 \$

Contrat pour le service de diffusion et d'entretien de VIXIT.

CNW Telbec 44 \$

Contrat de service pour émettre les communiqués de presse.

Poste Canada 3 000 \$

Contrat pour le droit d'utilisation de la banque de données des codes postaux du Canada

Trudel, Nadeau, avocats SENC 3 956 \$

Contrats de services professionnels pour représenter les régisseurs de la Régie du logement devant le Conseil de la justice administrative.

**9. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS
EN 2005-2006**

Groupe Option Médiation 20 000 \$

Contrat pour implanter un protocole de formation et de mise en oeuvre
d'un système de conciliation et de suivi.

Groupe santé Medisys inc. 695 \$

Contrat pour l'expertise médicale d'employé.

Société des médecins de l'Université de Sherbrooke 570 \$

Contrat pour l'expertise médicale d'employé.

Centre clinique Synergie 1 400 \$

Contrat pour l'expertise médicale d'employés.

Geneviève Gagné 315 \$

Contrat pour la correction d'examen lors de concours

Lozeau L'Africain 1 310 \$

Contrat de services professionnels pour représenter les régisseurs de la
Régie du logement devant le Conseil de la justice administrative.

**10. LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OU DE PLUS DE
25 000 \$ OCTROYÉS À UNE FIRME DE RELATIONS PUBLIQUES**

Sans objet

**11. POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, MONTANT POUR L'ANNÉE
2005-2006, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES**

Sans objet

**12. POUR LA RÉGIE DU LOGEMENT, MONTANT POUR L'ANNÉE
2005-2006, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES**

Catégorie :	Coût 2005-2006
- Photocopie :	49 468 \$
- Téléphonie cellulaire et coût d'utilisation :	5 715 \$
- Ordinateurs portables :	12 984 \$
- Téléavertisseurs :	0 \$
- Mobilier de bureau :	25 783 \$
- Distributeurs d'eau de source :	3 830 \$
- Remboursement des frais de transport :	198 541 \$
- Remboursement des frais d'hébergement et des frais de repas :	153 031 \$
- Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
i. au Québec : ¹	
- frais de voyage :	29 170 \$
- frais d'inscription :	35 562 \$
ii. à l'extérieur du Québec : ¹	
- frais de voyage :	1 371 \$
- frais d'inscription :	1 325 \$

¹ Incluant les frais de transport, de repas et d'hébergement déjà considérés sous ces rubriques.

13. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHE D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI AU 31 MARS 2006

Catégorie d'emploi	Sexe		Total et % de l'effectif	- 35 ans	35 ans et plus		Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	Hommes	Femmes								
Cadres	5 83,3 % ³	1 16,7 % ³	6 3,2 %		6 100 %					1 16,7 %
Professionnels	11 55 % ³	9 45 % ³	20 10,6 % ⁴	3 15 %	17 85 %					1 5 % ³
Fonctionnaires	37 22,7 % ³	126 77,3 % ³	163 86,2 % ⁴	21 12,9 %	142 87,1 %		10 6,1 % ³	1 0,6 % ³	1 0,6 % ³	13 7,8 % ³
Total de l'effectif régulier ¹ et occasionnel	53 28 % ⁴	136 72 % ⁴	189 85 % ⁵	24 12,7 %	165 87,3 %		10 5,3 % ⁴	1 0,5 % ⁴	1 0,5 % ⁴	15 7,9 % ⁴
Hors cadres ²	14 41,2 % ³	20 58,8 % ³	34 15,2 % ⁵		34 100 %					2 5,9 % ³
Total de l'effectif global	67 30 % ⁵	156 70 % ⁵	223 100 %	24 10,8 %	199 89,2 %		10 4,5 % ⁵	1 0,4 % ⁵	1 0,4 % ⁵	17 7,6 % ⁵

¹ Nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique

² Personnel de la haute direction et régisseurs

³ Pourcentage par catégorie d'emploi

⁴ Pourcentage de l'effectif régulier

⁵ Pourcentage de l'effectif global

14. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL ET NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR 2005-2006

CATÉGORIE D'EMPLOI : DIRIGEANTS ET MEMBRES D'ORGANISMES

2005-2006	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	29	32	30	27	28	24	21	38	24	20	12	12
Nombre de jours de vacances	32	51	51	63	178	24	53	16	7	34	23	40
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	AUCUNE PLAINTÉ											

CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL D'ENCADREMENT

2005-2006	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	,5	2	0	8	0	1	1	0	0	2	9	5
Nombre de jours de vacances	1	10,5	19	46	44,5	4	4	2,5	7	7,5	5	2
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	AUCUNE PLAINTÉ											

⁽¹⁾ Période en assurance traitement incluse

14. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL, NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR 2005-2006

CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL FONCTIONNAIRE

2005-2006	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	253	263,5	245	181,5	244,5	252,5	226,5	245,5	239,5	289,5	253,5	154
Nombre de jours de vacances	131,5	199	321,5	794	1007,5	207,5	149	93	324	171,5	74,5	29
Nombre d'heures supplémentaires												
• effectuées	90,60	220,70	201,07	231,49	134,90	121,21	133,21	243,25	110,72	138,57	118,70	19,32
• remboursées	40,16	83,57	78,48	95,41	30,23	55,07	37,21	88,60	55	60,64	29,75	14
• compensées	50,44	137,13	122,59	136,08	104,67	66,14	96,00	154,65	55,72	77,93	88,95	5,32
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	AUCUNE PLAINTÉ											

⁽¹⁾ Période en assurance traitement incluse

14. NOMBRE DE JOURS DE CONGÉ DE MALADIE ET DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL, NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR 2005-2006

CATÉGORIE D'EMPLOI : PERSONNEL PROFESSIONNEL

2005-2006	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Nombre de jours de congé de maladie ⁽¹⁾	3,5	,5	1	2,5	0	9,5	6	10	2,5	5,5	1,5	3
Nombre de jours de vacances	10,5	11,5	30,5	63,5	183,5	31	3	3	20,5	41	43	25,5
Nombre d'heures supplémentaires	4,50	0	0	1,50	0	0	0	0	5	5,25	9	0
• effectuées												
• remboursées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
• compensées	4,50	0	0	1,50	0	0	0	0	5	5,25	9	0
Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique	AUCUNE PLAINTÉ											

⁽¹⁾ Période en assurance traitement incluse

**15. EFFECTIF RÉGULIER PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET POUR
2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006 AINSI QUE LES PRÉVISIONS
POUR 2006-2007**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**16. LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS DE LA SOCIÉTÉ
IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2005-2006**

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère des Services
gouvernementaux.

**17. LISTE DES BAUX AUXQUELS LA SIQ A MIS FIN EN 2005-2006
ET PRÉVISIONS 2006-2007**

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère des Services gouvernementaux.

18. LISTE DES BAUX AUTRES QUE CEUX DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC EN 2005-2006

EMPLACEMENT	SUPERFICIEM ²	SUPERFICIE OCCUPÉE	SUPERFICIE INNOCUPÉE	COÛT	DURÉE	PROPRIÉTAIRE
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD		-	-	6 000 \$ soit 500 \$ par mois	D'une durée indéterminée Entente entre la Régie du logement et la Cour municipale de Valleyfield	

**19. COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX
EFFECTUÉS DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS ET DANS LEUR
BUREAU DE CIRCONSCRIPTION DU 1^{ER} AVRIL 2005 À CE JOUR**

Sans objet

**20. LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU
CONSEIL DES MINISTRES AU 1^{ER} AVRIL 2005**

Sans objet

**21. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2005-2006 À MÊME LE
BUDGET DISCRÉTIONNAIRE**

Sans objet

**22. VENTILATION DÉTAILLÉE DES BUDGETS DE DÉPENSES
AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL EN 2005-2006**

Sans objet

**23. LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES
D'EMPLOI**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**24. NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIE D'ÂGE
EN 2005-2006**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**25. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR EFFECTUER LA
PLANIFICATION DES DÉPARTS À LA RETRAITE, DES
EMBAUCHES ET DU RENOUVELLEMENT DES CONTRATS
D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**26. LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIE
D'EMPLOI, RÉMUNÉRÉ PAR L'ORGANISME, QUI N'OCCUPE
AUCUN POSTE**

Sans objet

**27. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LA RÉGIE ET AFFECTÉ À
DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX
ET AUTRES**

Sans objet

**28. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES
PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET
AFFECTÉ À L'ORGANISME**

Sans objet

**29. LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI QUI REÇOIT
UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION**

Sans objet

30. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ACQUIS EN 2005-2006

<i>Quantité</i>	<i>Description</i>	<i>Dépenses</i>
2	Controleur SCSI Ultra 320	538 \$
3	Disque 146 Go 10K Ultra 3 SCSI	1 440 \$
1	Écran Viewsonic G220F	589 \$
5	Imprimante réseau HL5170DN	3 841 \$
1	IPAQ HX4700	648 \$
1	Netbay 1X4 console switch KVM	718 \$
3	Switch 3Com SuperStack 3	1 332 \$
1	15" 2U Flat monitor console IBM	1 500 \$
6	APC Smart UPS RM 2200VA USB	6 564 \$
2	APC Smart UPS RT 3000VA USB	3 625 \$
1	HP Storage Works Ultrium 460 Tape Library Drive	9 038 \$
2	HP Tape Backup Ultrium SCSI LVD	7 576 \$
1	Imprimante HP Laser Jet 2430 DTN	1 229 \$
2	Imprimante HP Laser Jet 4250 DTN	4 977 \$
24	Ordinateur Entreprise 915GAGLK P4 3.2Ghz 512 Mo 40Go CD/DVD 10/100/1000 17" Win XP Pro	35 040 \$
17	Ordinateur Entreprise 915GUXLK P4 3.2Ghz 512 Mo 40Go CD/DVD 10/100/1000 17" Win XP Pro	24 021 \$
19	Ordinateur Prosys Ultra GLC 3200 (302716)	24 928 \$
6	Ordinateur Prosys Ultra UX 3.2Ghz	6 642 \$
9	Ordinateur Prosys Ultra UX 3200	13 176 \$
2	Portatif Toshiba S1 1.6Ghz	4 587 \$

30. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE ACQUIS EN 2005-2006

<i><u>Quantité</u></i>	<i><u>Description</u></i>	<i><u>Dépenses</u></i>
4	Portatif Toshiba S2 1.73Ghz	8 397 \$
3	Serveur IBM X236 EMT64 3.2Ghz L2 1Mo	19 330 \$
1	Serveur IBM X336 EMT64 3.0Ghz L2 1Mo	2 790 \$
2	Serveur IBM X346 EMT64 3.2Ghz L2 1Mo	13 815 \$
1	Switch Nortel 48 ports	4 830 \$
TOTAL		201 171 \$

31. LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS ET LE COÛT DE CHACUN POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2005-2006

Juridique

Accès à l'information Express	136,00 \$
Accès à l'information	365,00 \$
Accès à l'information et protection des renseignements personnels	182,00 \$
Code de procédure civile Alter Ego	350,00 \$
Annuaire de jurisprudence et recueil de jurisprudence du Québec	3 360,00 \$
Cahiers de droit de l'Université de Montréal	104,00 \$
Canadian Journal of Administration Law and Practice	258,00 \$
Code civil du Québec et code de procédure civile x 50 exemplaires	5 058,00 \$
Code de procédure civil annoté et jurisprudence	152,00 \$
Code municipal -Cités et villes x 2 - Lois du travail, Code criminel	297,00 \$
Condominium Law and Administration (selon MAJ)	426,00 \$
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	665,00 \$
Droit transitoire sources annoté	58,00 \$
Droit de la personne et les relations de travail	136,00 \$
Formulaire de procédure civile	39,00 \$
Gazette officielle INTERNET partie 1 (français) et partie 2 (anglais)	
Gazette officielle INTERNET (Licence 7 postes) partie 2 (français)	1 008,00 \$
Index to Canadian legal periodical literature	320,00 \$
Jurisprudence Express x 8 exemplaires et 1 version électronique	3 384,00 \$
Jurisprudence logement x 75 exemplaires	7 125,00 \$
Lois refondues du Québec (selon MAJ)	644,00 \$
Recueil de droit immobilier	187,00 \$
Recueil des arrêts de la Cour suprême	154,00 \$
Revue de droit de l'Université de Sherbrooke	34,00 \$
Revue de droit de McGill	48,00 \$
Revue juridique Thémis	48,00 \$
Revue du Barreau	63,00 \$
Revue générale de droit	65,00 \$
Revue légale	130,00 \$
Tableau des modifications et index sommaire des règlements	148,00 \$
Droit civil en ligne (DCL)	2 575,00 \$

Informatique

Iseries Network	149,00 \$
Network Magazine	135,00 \$

Économie

Affaires (Le journal) + Affaires Plus (magazine)	60,00 \$
Revue de la Banque du Canada	13,00 \$

Gestion

Sentences arbitrales de la fonction publique	125,00 \$
Gestion (revue internationale de gestion)	85,00 \$
Magazine Grafika	49,00 \$
Le Courrier parlementaire (INTERNET – service quotidien)	900,00 \$
Recueil des politique de gestion (1 abonnement papier)	100,00 \$

Communications

Bulletin de liaison (Fédération des familles monoparentales et reconstituées du Québec (FARMRQ)	15,00 \$
Bulletin de la ligue des propriétaires	25,00 \$
Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)	30,00 \$
Bulletin de la Fédération des logements et habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ)	30,00 \$

TOTAL : 29 235,00 \$

32. SITE INTERNET

La Régie du logement a un seul site Internet. Son adresse : <http://www.rdl.gouv.qc.ca>

- **le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :**

La conception du site en production de mars 1999 à décembre 2002 a été faite par la compagnie Clickon Technologies dont le chargé de projet se nommait Jeff McDonald, en collaboration avec deux ressources de la Régie.

Il y a eu une refonte du site amorcée au dernier trimestre de l'exercice 2001-2002 avec le concours de la firme Cognicase. La refonte a été poursuivie par le personnel de la Régie au cours de l'exercice 2002-2003 et sa mise en production a eu lieu en décembre 2002.

- **les coûts de construction du site :**

Le coût de construction du site en production de juin 1998 à décembre 2002 s'élevait à 10 000\$. Le coût de la refonte du site, mis en production en décembre 2002, s'élève à 24 740\$.

- **le coût de l'entretien et de la mise à jour :**

L'entretien du site et sa mise à jour sont effectués à l'interne.

- **qui est responsable du contenu sur le site :**

Pierre Marchand, agent de recherche et Webmestre.

- **quelle est la fréquence moyenne de mise à jour :**

Une moyenne de dix fois par mois. Toutefois, en janvier de chaque année, une mise à jour importante est faite puisqu'il faut refondre les documents visant à faciliter la négociation de la variation du loyer par les locataires et locateurs.

- le nombre de visiteurs (hits) par mois :

Mois	Nombre total de visites (hits)
Avril 2005	72 957
Mai 2005	58 643
Juin 2005	50 889
Juillet 2005	45 652
Août 2005	52 114
Septembre 2005	51 733
Octobre 2005	56 415
Novembre 2005	57 729
Décembre 2005	54 452
Janvier 2006	107 910
Février 2006	123 743
Mars 2006	142 175
Total	874 412

Source: Webtrends - NetTracker
(depuis décembre 2005)

Combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Le site a été fait pour la première fois en 1996 : il contenait des renseignements fragmentaires sur la Régie.

La première véritable construction du site remonte à l'exercice 1998-1999, construction qui s'est terminée en mars 1999. Voici les critères retenus pour justifier les changements : amélioration de service d'information aux citoyens en matière de bail d'habitation en vue de favoriser l'harmonisation des relations entre locataires et propriétaires.

Une refonte du site a débuté au dernier trimestre de l'exercice 2001-2002 avec le concours de la firme Cognicase et s'est poursuivie au cours de l'exercice 2002-2003 par le personnel de la Régie. La mise en production a eu lieu en décembre 2002. Le coût de 24 740\$ a été assumé par Les Publications du Québec pour le compte de la Régie du logement. Les critères retenus pour justifier les changements sont les suivants : permettre à l'utilisateur d'avoir accès, dès la page d'accueil, à un plus grand nombre d'informations, de rubriques, de documents et de nouvelles du jour; faciliter la navigation pour permettre à l'utilisateur de trouver l'information recherchée en moins d'une minute; voir à ce que les pages du site soient organisées de manière cohérente et intuitive pour l'utilisateur.

**33. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ
SALARIALE**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**34. LISTE ET COPIE DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS DANS LE
CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE ET DE MODERNISATION
DE L'ÉTAT**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 9.

**35. LISTE ET COPIE DES SONDAGES COMMANDÉS DANS LE CADRE DU
PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 7.

**36. TOUTES LES ÉTUDES COMMANDÉES EN 2005-2006 SUR LA
PRIVATISATION OU L'IMPARTITION DE SERVICES GOUVERNE-
MENTAUX DÉJÀ OFFERTS OU DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 8.

37. BUDGETS CONSACRÉS À LA SÉCURITÉ DE L'ORGANISME AINSI QU'À LEURS INSTALLATIONS (INTERNE OU PAR CONTRAT À L'EXTERNE) POUR 2005-2006

Coûts reliés à l'embauche d'agents de sécurité pour les bureaux situés aux adresses suivantes :

5199, rue Sherbrooke Est, Montréal	44 688 \$
1425, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal	32 330 \$
29, rue Fabre, Valleyfield	8 895 \$
1050, boul. Casavant Ouest, Saint-Hyacinthe	2 587 \$
62, rue Saint-Jean-Baptiste, Victoriaville	588 \$
Cour Municipale, Sherbrooke	1 067 \$

Total :	90 155 \$
----------------	------------------

Système d'alarme et boutons panique

En 2005-2006, un montant de 3 885 \$ a été alloué pour hausser le niveau de sécurité du personnel de plusieurs bureaux de la Régie par l'installation de boutons panique et de système d'alarme.

Coffres-forts

En 2005-2006, un montant de 1 873 \$ a été alloué à l'installation de six (6) coffres forts dans certains bureaux de la Régie.

Achats de matériel divers pour la sécurité du personnel

En 2005-2006, un montant de 798 \$ a été alloué pour l'achat de matériel divers nécessaire pour assurer la sécurité du personnel de plusieurs bureaux de la Régie.

37. BUDGETS CONSACRÉS À LA SÉCURITÉ DE L'ORGANISME AINSI QU'À LEURS INSTALLATIONS (INTERNE OU PAR CONTRAT À L'EXTERNE) POUR 2005-2006

Sécurité informatique :

- Dans le domaine de la sécurité informatique, en 2005-2006, la Régie a défrayé mensuellement un montant de 1 255\$, payable à la Direction générale des technologies de l'information et des communications (DGTIC), concernant un contrat de location d'un « pix » de Cisco géré par le Centre d'assistance du gouvernement du Québec (CAGQ). La Régie prévoit maintenir ce déboursé mensuel en 2006-2007.
- Pour assurer la maintenance de la sécurité, la Régie a fait l'achat en 2005-2006 d'outils de sauvegarde au montant de 7 576 \$ et loué des logiciels pour la somme de 10 042 \$. La Régie prévoit maintenir le déboursé de location en 2006-2007.
- La Régie a implanté, en 2005-2006, un centre de relève informatique pour la plateforme micro à son bureau de Gatineau. Le total du déboursé s'élève à 15 000\$.
- La Régie a mis sur pied, en 2005-2006, un Comité de continuité des services composé de ressources à l'interne. En 2006-2007, il est possible que la Régie engage des frais pour mettre en vigueur des recommandations, à venir, de ce comité.

**38. TOUTE MODIFICATION À UNE DIRECTIVE EXISTANTE OU TOUTE
NOUVELLE DIRECTIVE À L'ÉGARD DE LA CIRCULATION ET LA
CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION**

Sans objet

**39. NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{er} MAI 2005, DE MANDATAIRES,
ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES,
EXPERTS, ENQUÊTEURS**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 9.

40. DÉPENSES EFFECTUÉES POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC POUR 2005-2006

La présidente a effectué une seule tournée en 2005-2006 et l'objectif principal avait pour but de présenter les différents projets en cours reliés au plan d'action 2005-2006 et d'échanger avec les employés de toutes les régions du Québec.

L'autre objectif de ces rencontres était de souligner les 25 ans de la Régie et de rencontrer le Bâtonnier de la région.

Cette tournée a débuté à l'automne 2005 et se poursuivra jusqu'à l'automne 2006.

Les villes visitées en 2005-2006 ont été Gatineau, Jonquière, Montréal, Québec et Rimouski. Le montant des diverses dépenses encourues s'est élevé à 1 557 \$.

**41. MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2005-2006 AINSI QUE LES PRÉVISIONS
POUR 2006-2007 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL
POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES
CONTRATS OCTROYÉS ET LES ÉCHÉANCES PRÉVUES**

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère des Services gouvernementaux.

**42. LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE
AU LOBBYING PAR L'ORGANISME**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**43. LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION
D'ACCÈS À L'INFORMATION**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**44. NOMBRE DE DEMANDE D'ACCÈS À L'INFORMATION
POUR 2005-2006**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**45. LISTE DE TOUS LES MANDATS CONFIÉS À CHAQUE ADJOINT
PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES**

Sans objet

46. NOMBRE D'ETC AUTORISÉ ET NON COMBLÉS DEPUIS FÉVRIER 2005

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**47. MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE
CONSEIL DU TRÉSOR POUR FERMER L'ANNÉE 2005-2006 ET
MESURES PRISES POUR ATTEINDRE CES CIBLES**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**48. MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE
CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2006-2007 ET MESURES
PRISES POUR ATTEINDRE CES CIBLES**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**49. LISTE DES NOMINATION EFFECTUÉES PAR CHAQUE MEMBRE DU
CONSEIL DES MINISTRES**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**50. CONTRATS OCTROYÉS DANS LE CADRE DES 6 CHANTIERS
ANNONCÉS PAR LE PREMIER MINISTRE EN 2003**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 9.

**51. LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS DANS LE CADRE DU FORUM
DES GÉNÉRATIONS DE L'AUTOMNE 2004**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 9.

**52. PARTIES ACCESSIBLES AU PUBLIC DE TOUS LES MÉMOIRES AU
CONSEIL DES MINISTRES QUI ONT UNE INCIDENCE SUR LES
CRÉDITS BUDGÉTAIRES**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

2019

2020

2021

2022

2023

2024

2025

2026

2027

2028

2029

2030

2031

2032

2033

2034

2035

2036

2037

2038

2039

2040

2041

2042

2043

2044

2045

2046

2047

2048

2049

2050

2051

2052

2053

2054

2055

2056

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2005

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

POUR LE MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DES RÉGIONS

1. Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés en 2004 ou en 2005 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci
2. Solde des sommes non engagées en 2005-2006 par programme
3. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2005-2006, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires
4. Listes des employés du conseil d'administration, des personnes dont le mandat a été renouvelé, des personnes nommées et leurs frais de déplacement, voyage, frais de repas et frais de représentation pour l'année 2005-2006
5. Prévisions budgétaires détaillées pour l'année 2005-2006 en ventilant les montants par programmes
6. Ventilation des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2005-2006
7. Ventilation détaillée des compressions appliquées à tous les programmes et organismes relevant du ministère pour l'année 2004-2005

POUR LA RÉGIE DU LOGEMENT

118. Nombre de régisseur pour les années 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006
119. Liste des régisseurs actuellement en fonction
120. Nombre moyen de causes entendues par régisseur en 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006

RÉGIE DU LOGEMENT
ÉTUDE DES CRÉDITS
POUR
L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2005

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 121. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs
- 122. Liste des bureaux régionaux de la Régie du logement et leurs heures d'ouverture en 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006
- 123. Le nombre d'heures d'ouverture annuelle pour chacun des bureaux de la Régie du logement
- 124. Le nombre d'heures d'ouverture annuelle où les bureaux ont été effectivement ouverts pour chacun des bureaux de la Régie du logement
- 125. Le nombre d'heures d'ouverture perdues parce qu'il n'y avait plus d'employé en 2004-2005 et 2005-2006
- 126. Effectifs par bureau régional, par région, par famille d'emploi et par classes d'emploi pour les années 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006
- 127. Ventilation pour chacun des bureaux régionaux de la Régie du logement, au 31 mars 2005 et au 31 mars 2006
- 128. Nombre de bureaux régionaux relocalisés ou fermés en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007
- 129. Motifs et raisons de ces fermetures et ventilation des économies réalisées ou prévues
- 130. Échéancier de la révision du mode de calcul de la Régie du logement en matière de fixation des loyers
- 131. Comparaison des bénéfices engendrés par la tarification des frais exigibles à la Régie du logement pour 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007
- 132. Statistiques sur les activités de la Régie par région

**1. COPIE DES ÉTUDES, SCÉNARIOS ET/OU ANALYSES RÉALISÉS
EN 2004 OU EN 2005 CONCERNANT LA RÉGIONALISATION, LA
DÉCONCENTRATION DES EFFECTIFS ET PROGRAMMES DU
MINISTÈRE ET/OU ORGANISME RELEVANT DE CELUI-CI**

Sans objet

2. SOLDE DES SOMMES NON ENGAGÉES EN 2005-2006 PAR PROGRAMME

Sans objet

3. LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2004-2005 DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU ORGANISME, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS

Comité interministériel sur la politique québécoise en habitation

- Participants : Louis Levasseur, secrétaire

Sylvain Gendreau, directeur de l'administration, de la planification stratégique et du développement

Paolo Longato, économiste
- Mandat : Consultation en vue de la production d'un document d'orientation gouvernementale en matière d'habitation
- Résultats : Consultations réalisées
- Budget : Sans objet

Comité interministériel sur le logement destiné aux personnes âgées

- Participant : Louis Levasseur, secrétaire
- Mandat : Comité parrainé par le Secrétariat aux aînés qui a comme objet l'étude de diverses problématiques visant la situation des aînés et des résidences pour personnes âgées.
- Résultats : Sept rencontres ont eu lieu en sous-comités consultatifs;
 - Quatre rencontres sur la situation des aînés concernant différentes règles sur leur situation de locataire.
 - Trois rencontres concernant la tarification des services.
- Budget : Sans objet

**4. POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT
DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2005-2006**

a. Liste des employés et/ou membres du conseil d'administration

Sans objet

b. Liste des personnes (régisseurs) qui ont vu leur mandat renouvelé

M ^c Francine Jodoin	du 8 janvier 2006 au 7 janvier 2011
M ^c Claudine Novello	du 30 avril 2006 au 29 avril 2011

c. Liste des personnes qui ont été nommées

M^c Linda Boucher et M^c Marc Lavigne ont été nommés à titre de régisseur le 23 mars 2005 et sont entrés en fonction le 25 avril 2005.

Leur nomination figurait sur le rapport 2004-2005.

d. Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation

Sans objet

**5. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DÉTAILLÉS POUR L'ANNÉE 2005-2006
EN VENTILANT LES MONTANT PAR PROGRAMMES**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse 1 des renseignements généraux.

**6. VENTILATION DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE
CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2005-2006**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse 47 des renseignements généraux.

7. VENTILATION DES COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2004-2005

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**118. NOMBRE DE RÉGISSEURS POUR LES ANNÉES 2003-2004, 2004-2005
ET 2005-2006**

2003-2004	34	(dont la présidente et le vice-président)
	7	greffiers spéciaux
2004-2005	34	(dont la présidente et le vice-président)
	7	greffiers spéciaux
2005-2006	34	(dont la présidente et le vice-président)
	7	greffiers spéciaux

119. LISTE DES RÉGISSEURS ACTUELLEMENT EN FONCTION

Barakatt, Jocelyn
Bégin, Marc
Bernard, Gérald
Bertrand, Carole
Bibeault, Hélène
Bisson, Jean
Bissonnette, Christine
Boucher, Linda
Champigny, Francine
Charbonneau, Ronald
Chicoyne, Hélène
Choinière, Gabrielle
Cloutier, Jacques
Courtemanche, Claire
De Palma, Luce
Desjardins, France¹
Ducheine, Suzie
Dumont, Danielle
Foucault, Line
Gagnon, Pierre C.
Gascon, Jocelyne
Giroux, Johanne
Gravel, Jocelyne
Harvey, Luc
Jodoin, Francine
Joly, Gilles
Laflamme, Daniel²
Lavigne, Marc
Mercier, Dina
Moffatt, Éric Luc
Morin, Anne
Nobile, Rosario
Novello, Claudine
Thérien, Pierre

-
- 1 Présidente
2 Vice-président

120. NOMBRE MOYEN DE CAUSES ENTENDUES PAR LES RÉGISSEURS (ET GREFFIERS SPÉCIAUX) EN 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006

Nombre d'audiences tenues par direction territoriale et par catégorie

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Ensemble de la Régie	74 244	77 156	78 847	79 174
Non-paiement	40 194	42 002	42 430	43 992
Causes civiles générales	22 255	21 885	22 837	24 556
Révision	331	248	521	322
Fixation (greffiers spéciaux)	11 464	13 021	13 059	10 304
Direction territoriale de Montréal	42 741	45 195	45 252	42 689
Non-paiement	21 815	22 362	22 647	22 381
Causes civiles générales	11 246	12 398	12 179	12 643
Révision	236	193	464	220
Fixation (greffiers spéciaux)	9 444	10 242	9 962	7 445
Direction territoriale de l'Est	8 857	8 923	9 276	9 900
Non-paiement	4 721	4 754	4 924	5 476
Causes civiles générales	3 578	3 256	3 314	3 557
Révision	36	22	10	36
Fixation (greffiers spéciaux)	522	891	1 028	831
Direction territoriale de l'Ouest	10 992	11 437	12 158	13 049
Non-paiement	6 531	7 343	7 391	8 028
Causes civiles générales	3 874	3 246	3 861	4 096
Révision	9	12	18	14
Fixation (greffiers spéciaux)	578	836	888	911
Direction territoriale du Sud	11 654	11 601	12 161	13 536
Non-paiement	7 127	7 543	7 468	8 107
Causes civiles générales	3 557	2 985	3 483	4 260
Révision	50	21	29	52
Fixation (greffiers spéciaux)	920	1 052	1 181	1 117

121. DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES CAUSES ENTENDUES PAR LES RÉGISSEURS ET LES GREFFIERS SPÉCIAUX

Délai moyen avant audience en l'absence de suspension, de remise et d'ajournement (en mois), par direction territoriale et par catégorie, pour les décisions rendues en 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Ensemble de la Régie				
Non-paiement	1,3	1,3	1,3	1,4
Causes civiles générales urgentes	1,4	1,3	1,5	1,5
prioritaires	4,7	6,6	8,9	8,8
générales	8,5	12,5	14,5	17,4
Révision	2,2	4,2	9,5	8,0
Fixation (greffiers spéciaux)	6,9	6,1	6,1	8,0
Direction territoriale de Montréal				
Non-paiement	1,4	1,1	1,1	1,4
Causes civiles générales urgentes	1,4	1,1	1,4	1,3
prioritaires	6,4	7,8	10,2	10,0
générales	12,3	16,7	17,7	19,0
Révision	2,0	4,8	10,2	12,3
Fixation (greffiers spéciaux)	7,3	6,2	5,5	7,4
Direction territoriale de l'Est				
Non-paiement	1,2	1,2	1,3	1,3
Causes civiles générales urgentes	1,2	1,6	1,4	1,4
prioritaires	3,6	4,9	4,3	5,3
générales	10,1	7,6	8,6	10,4
Révision	2,6	1,7	2,7	3,7
Fixation (greffiers spéciaux)	5,7	7,1	8,5	9,2
Direction territoriale de l'Ouest				
Non-paiement	1,4	1,6	1,6	1,6
Causes civiles générales urgentes	1,7	1,6	2,0	1,9
prioritaires	3,1	5,8	9,0	8,8
générales	7,6	9,9	14,3	17,4
Révision	2,0	2,3	3,5	2,3
Fixation (greffiers spéciaux)	6,6	5,0	8,4	9,8
Direction territoriale du Sud				
Non-paiement	1,2	1,3	1,3	1,4
Causes civiles générales urgentes	1,3	1,5	1,8	1,8
prioritaires	3,8	5,7	9,5	10,0
générales	6,2	8,6	15,1	20,5
Révision	2,3	2,2	3,0	2,8
Fixation (greffiers spéciaux)	5,4	5,1	6,1	9,1

122. LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LEURS HEURES D'OUVERTURE EN 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006

2003-2004

BAIE-COMEAU

625, boulevard Laflèche
Rez-de-chaussée, bureau 701
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

DRUMMONDVILLE

1680, boulevard Saint-Joseph, 2e étage
Drummondville (Québec) J2C 2G3
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GASPÉ

96, Montée Sandy Beach
Bureau 1.05, 1er étage
Gaspé (Québec) G4X 2W4
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GATINEAU

Édifice Jos-Montferrand
170, rue Hôtel-de-Ville
4e étage, bureau 4.100
Gatineau (Québec) J8X 4C2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GRANBY

77, rue Principale
Bureau 1.26
Granby (Québec) J2G 9B3
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

JOLIETTE

450, rue Saint-Louis
Rez-de-chaussée, R-C 11
Joliette (Québec) J6E 2Y8
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

LAVAL

2800, boulevard Saint-Martin Ouest
3e étage, bureau 3.10
Laval (Québec) H7T 2S9
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

LÉVIS

5130, boulevard de la Rive-Sud
Rez-de-chaussée
Lévis (Québec) G6V 4Z7
Lundis, mardis et vendredis
de 8h30 à 16h30 et mercredis de 13h00 à 16h30

LONGUEUIL

Édifice Montval
201, place Charles-Lemoyne
Rez-de-chaussée
Longueuil (Québec) J4K 2T5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

MONTREAL

Village olympique
Pyramide Ouest (D)
5199, rue Sherbrooke Est
Rez-de-chaussée, bureau 2095
Montréal (Québec) H1T 3X1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

MONTREAL

(Salles d'audiences seulement)
1425, boulevard René-Lévesque Ouest,
Montréal (Québec) H3G 1T7
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

QUEBEC

Place Québec
900, boulevard René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau 120
Québec (Québec) G1R 2B5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

RIMOUSKI

337, rue Moreault
Rez-de-chaussée
Bureau 07
Rimouski (Québec) G5L 1P4
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

122. LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LEURS HEURES D'OUVERTURE EN 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006

2003-2004 (suite)

ROBERVAL

755, boulevard Saint-Joseph
2^e étage
Roberval (Québec) G8H 2L4
Mardis, mercredis et jeudis de 8h30 à 16h30

ROUYN-NORANDA

255, avenue Principale
Rez-de-chaussée, bureau RC-02
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 7G9
Lundis, mardis et jeudis de 8h30 à 16h30

SAINT-HYACINTHE

600, avenue Sainte-Anne
Rez-de-chaussée
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5G5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

109, rue Saint-Charles, bureau RC-13
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 2C2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-JÉRÔME

500, boulevard des Laurentides
Bureau 1503A
Saint-Antoine (Québec) J7Z 4M2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAGUENAY

3950, boulevard Harvey,
Rez-de-chaussée, bureau 10
Saguenay (Québec) G7X 8L6
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SEPT-ÎLES

456, rue Arnaud, bureau 1.05
Sept-Îles (Québec) G4R 3B1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SHAWINIGAN

212, 6^e Rue, RC 02
Shawinigan (Québec) G9N 8B6
Mardis, mercredis et jeudis de 8h30 à 16h30

SHERBROOKE

740, rue Galt Ouest
1^{er} étage, bureau 105
Sherbrooke (Québec) J1H 1Z3
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

TROIS-RIVIÈRES

100, rue Laviolette
Rez-de-chaussée, bureau 10
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

VAL-D'OR

1335, chemin Sullivan
Rez-de-chaussée
Val-d'Or (Québec) J9P 1M2
Lundis, mercredi et vendredis de 8h30 à 16h30

VALLEYFIELD

151, rue Salaberry Ouest, bureau 10
Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 2H8
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

122. LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LEURS HEURES D'OUVERTURE EN 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006

2004-2005

BAIE-COMEAU

625, boulevard Laflèche
Rez-de-chaussée, bureau 701
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

DRUMMONDVILLE

1680, boulevard Saint-Joseph
2^e étage
Drummondville (Québec) J2C 2G3
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GASPÉ

96, Montée Sandy Beach
Bureau 1.05, 1^{er} étage
Gaspé (Québec) G4X 2W4
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GATINEAU

Édifice Jos-Montferrand
170, rue Hôtel-de-Ville
4^e étage, bureau 4.100
Gatineau (Québec) J8X 4C2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GRANBY

77, rue Principale, bureau 1.26
Granby (Québec) J2G 9B3
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

JOLIETTE

450, rue Saint-Louis
Rez-de-chaussée, RC-11
Joliette (Québec) J6E 2Y8
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

LAVAL

2800, boulevard Saint-Martin Ouest
3^e étage, bureau 3.10
Laval (Québec) H7T 2S9
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

LÉVIS

5130, boulevard de la Rive-Sud
Rez-de-chaussée
Lévis (Québec) G6V 4Z7
Lundis, mardis et mercredis de 8h30 à 16h30
et les vendredis de 8 h 30 à 12h00
Toutefois, ce bureau est fermé le dernier mardi de chaque mois.

LONGUEUIL

Édifice Montval
201, place Charles-Lemoyne
Rez-de-chaussée
Longueuil (Québec) J4K 2T5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

MONTREAL

VILLAGE OLYMPIQUE
Pyramide Ouest (D)
5199, rue Sherbrooke Est
Rez-de-chaussée, bureau 2077
Montréal (Québec) H1T 3X1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

MONTREAL

CENTRE-VILLE / AUDIENCES
1425, boulevard René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3G 1T7
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

QUÉBEC

Place Québec
900, boulevard René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau 120
Québec (Québec) G1R 2B5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

RIMOUSKI

337, rue Moreault
Rez-de-chaussée, bureau 07
Rimouski (Québec) G5L 1P4
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

122. LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LEURS HEURES D'OUVERTURE EN 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006

2004-2005 (suite)

RIVIÈRE-DU-LOUP

33, rue de la Cour, bureau 1.09
Rivière-du-Loup (Québec) G5R 1J1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

ROBERVAL

755, boulevard Saint-Joseph
2^e étage, bureau 2.13-A
Roberval (Québec) G8H 2L4
Les mercredis et jeudis de 9h00 à 16h00

ROUYN-NORANDA

255, avenue Principale
Rez-de-chaussée, bureau RC-02
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 7G9
Les lundis, mardis et jeudis de 8h30 à 16h30

SAGUENAY

Arrondissement Jonquière
3950, boulevard Harvey,
Rez-de-chaussée, bureau 10
Saguenay (Québec) G7X 8L6
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-HYACINTHE

600, avenue Sainte-Anne
Rez-de-chaussée
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5G5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-JEAN

109, rue Saint-Charles, bureau RC-13
Saint-Jean (Québec) J3B 2C2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-JÉRÔME (Saint-Antoine)

500, boulevard des Laurentides
Bureau 1503-A
Saint-Antoine (Québec) J7Z 4M2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

151, rue Salaberry Ouest, bureau 10
Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 2H8
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SEPT-ÎLES

456, rue Arnaud, bureau 1.05
Sept-Îles (Québec) G4R 3B1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SHAWINIGAN

212, 6^e Rue, RC-02
Shawinigan (Québec) G9N 8B6
Ouvert les mardis et jeudis de 8h30 à 16h30

SHERBROOKE

740, rue Galt Ouest
1^{er} étage, bureau 105
Sherbrooke (Québec) J1H 1Z3
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

TROIS-RIVIÈRES

100, rue Laviolette
Rez-de-chaussée, bureau 10
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

VAL-D'OR

400, boulevard Lamaque
Bureau RC-02
Val-d'Or (Québec) J9P 3L4
Les lundis, mercredis, et vendredis de 8h30 à 16h30

122. LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LEURS HEURES D'OUVERTURE EN 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006

2005-2006

BAIE-COMEAU

625, boulevard Laflèche
Rez-de-chaussée, bureau 701
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

DRUMMONDVILLE

1680, boul. Saint-Joseph, 2^e étage
Drummondville (Québec) J2C 2G3
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GASPÉ

96, Montée Sandy Beach
Bureau 1.05, 1^{er} étage
Gaspé (Québec) G4X 2W4
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GATINEAU (Hull)

Édifice Jos-Montferrand
170, rue Hôtel-de-Ville
4^e étage, bureau 4.100
Gatineau (Québec) J8X 4C2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

GRANBY

77, rue Principale, bureau 1.26
Granby (Québec) J2G 9B3
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

JOLIETTE

450, rue Saint-Louis
Rez-de-chaussée, RC-11
Joliette (Québec) J6E 2Y8
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

LAVAL

2800, boul. Saint-Martin O.
3^e étage, bureau 3.10
Laval (Québec) H7T 2S9
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

LÉVIS

5130, boul. de la Rive-Sud
Rez-de-chaussée
Lévis (Québec) G6V 4Z7
Lundis, mardis et mercredis de 8h30 à 16h30
et les vendredis de 8 h 30 à 12h00
Toutefois, ce bureau est fermé le dernier mardi
de chaque mois.

LONGUEUIL

Édifice Montval
201, place Charles-Lemoyne
Rez-de-chaussée
Longueuil (Québec) J4K 2T5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

MATANE

349, Saint-Jérôme - Édifice Bon Pasteur
Matane (Québec) G4W 3A8
Ouvert le dernier vendredi du mois de 9h30 à 15h30

MONTREAL – Village olympique

Village olympique
Pyramide Ouest, (D)
Rez-de-chaussée, bureau 2161
Montréal (Québec) H1T 3X1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

MONTREAL - CENTRE VILLE AUDIENCES

1425, boul. René Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H3G 1T7
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

QUÉBEC

Place Québec
900, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau 120
Québec (Québec) G1R 2B5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

RIMOUSKI

337, rue Moreault
Rez-de-chaussée, bureau 07
Rimouski (Québec) G5L 1P4
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

122. LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET LEURS HEURES D'OUVERTURE EN 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006

2005-2006 (suite)

RIVIÈRE-DU-LOUP

33, rue de la Cour
Rivière-du-Loup (Québec) G5R 1J1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

ROBERVAL

755, boul. Saint-Joseph,
2^e étage, bureau 2.13-A
Roberval (Québec) G8H 2L4
Télec. : (418) 275-6465
Les jeudis de 9h00 à 16h00

ROUYN-NORANDA

255, avenue Principale
Rez-de-chaussée, Bur. RC-02
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 7G9
Les lundis, mardis et jeudis de 8h30 à 16h30

SAGUENAY

Arrondissement Jonquière
3950, boul. Harvey
Rez-de-chaussée, bureau 10
Saguenay (Québec) G7X 8L6
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-HYACINTHE

600, avenue Sainte-Anne
Rez-de-chaussée
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5G5
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-JEAN

109, rue Saint-Charles
Bureau RC-13
Saint-Jean (Québec) J3B 2C2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-JÉRÔME

500, boul. des Laurentides
Bureau 1503 A
Saint-Antoine (Québec) J7Z 4M2
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE

795, avenue du Palais
Saint-Joseph-de-Beauce (Québec) G0S 2V0
Le dernier mardi de chaque mois de 9h30 à 15h30

SEPT-ÎLES

456, rue Arnaud, bureau 1.05
Sept-Îles (Québec) G4R 3B1
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

SHAWINIGAN

212, 6^e Rue, RC 02
Shawinigan (Québec) G9N 8B6
Ouvert les mercredis de 8h30 à 16h30

SHERBROOKE

202 Wellington Nord
Bureau 1.03
Sherbrooke, Québec J1H 5C6
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

THETFORD-MINES

693, Ste-Alphonse Ouest
Thetford-Mines (Québec) G6G 3X3
Les jeudis de 9h30 à 15h30

TROIS-RIVIÈRES

100, rue Laviolette
Rez-de-chaussée, bureau 10
Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

VAL-D'OR

400, boul. Lamaque
Bureau RC-02
Val-d'Or (Québec) J9P 3L4
Les lundis, mercredis, et vendredis de 8h30 à 16h30

VALLEYFIELD

151, rue Salaberry Ouest, Bureau 10
Salaberry-de-Valleyfield
(Québec) J6T 2H8
5 jours/semaine de 8h30 à 16h30

**123-124-125. LE NOMBRE D'HEURES D'OUVERTURE ANNUEL THÉORIQUE,
PERDU, EFFECTIF, POUR CHAQUE BUREAU DE LA RÉGIE DU
LOGEMENT EN 2004-2005 ET 2005-2006**

Note : la fermeture d'un bureau est conséquente à une absence ponctuelle d'un employé (ou deux) et non en raison d'une réduction de l'effectif.

Exercice 2004-2005	Nombre d'heures d'ouverture			Taux d'ouverture
	théorique	perdu	effectif	
BAIE-COMEAU 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	142,2	1 601	92 %
DRUMMONDVILLE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	14	1 729	99 %
GASPÉ 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	39,75	1 703	98 %
GATINEAU (Hull) 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
GRANBY 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	14	1 729	99 %
JOLIETTE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	17,5	1 726	99 %
LAVAL 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
LÉVIS Lundis, mardis et mercredis de 8h30 à 16h30 et les vendredis de 8 h 30 à 12h00 Toutefois, ce bureau est fermé le dernier mardi de chaque mois.	1 127	41,5	1 086	96 %
LONGUEUIL 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
MATANE Ouvert le dernier vendredi du mois de 9h30 à 15h30 (sauf les mois de juin, juillet et décembre)	45	0	45	100 %
MONTREAL – Village olympique 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 992	0	1 992	100 %
MONTREAL - Centre ville 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
QUÉBEC 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 992	0	1 992	100 %

Exercice 2004-2005	Nombre d'heures d'ouverture			Taux d'ouverture
	théorique	perdu	effectif	
RIMOUSKI 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
RIVIÈRE-DU-LOUP 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	18,75	1 724	99 %
ROBERVAL Les mercredis et jeudis de 9h00 à 16h00	624	28	596	96 %
ROUYN-NORANDA Les lundis, mardis et jeudis de 8h30 à 16h30	1 043	32,5	1 011	97 %
SAGUENAY 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
SAINT-HYACINTHE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
SAINT-JEAN 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
SAINT-JÉRÔME 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	60	1 684	97 %
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE Le dernier mardi de chaque mois de 9h30 à 15h30	60	0	60	100 %
SEPT-ÎLES 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	119	1 624	93 %
SHAWINIGAN Ouvert les mardis et jeudis de 8h30 à 16h30	728	0	728	100 %
SHERBROOKE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
THETFORD-MINES Les jeudis de 9h30 à 15h30	260	0	260	100 %
TROIS-RIVIÈRES 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
VAL-D'OR Les lundis, mercredis, et vendredis de 8h30 à 16h30	1 036	140	896	86 %
VALLEYFIELD 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
Ensemble des bureaux	42 024	667	41 357	98 %

Note : la fermeture d'un bureau est conséquence à une absence ponctuelle d'un employé (ou deux) et non en raison d'une réduction de l'effectif.

Exercice 2005-2006	Nombre d'heures d'ouverture		Taux d'ouverture
	théorique	perdu	
BAIE-COMEAU 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	101,5	1 642 94 %
DRUMMONDVILLE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	14	1 729 99 %
GASPÉ 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	31,5	1 712 98 %
GATINEAU (Hull) 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743 100 %
GRANBY 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	14	1 729 99 %
JOLIETTE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	21	1 722 99 %
LAVAL 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743 100 %
LÉVIS Lundis, mardis et mercredis de 8h30 à 16h30 et les vendredis de 8 h 30 à 12h00 Toutefois, ce bureau est fermé le dernier mardi de chaque mois.	1 127	38,5	1 089 97 %
LONGUEUIL 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743 100 %
MATANE Ouvert le dernier vendredi du mois de 9h30 à 15h30 (sauf les mois de juin, juillet et décembre)	45	0	45 100 %
MONTREAL – Village olympique 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 992	0	1 992 100 %
MONTREAL - Centre ville 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743 100 %
QUÉBEC 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 992	2	1 990 100 %

Exercice 2005-2006	Nombre d'heures d'ouverture			Taux d'ouverture
	théorique	perdu	effectif	
RIMOUSKI 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
RIVIÈRE-DU-LOUP 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	18,75	1 724	99 %
ROBERVAL Les mercredis (jusqu'au 25 janv 2006) et jeudis de 9h00 à 16h00	480	28	452	94 %
ROUYN-NORANDA Les lundis, mardis et jeudis de 8h30 à 16h30	1 043	175	868	83 %
SAGUENAY 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
SAINT-HYACINTHE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
SAINT-JEAN 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	14,5	1 729	99 %
SAINT-JÉRÔME 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	119	1 624	93 %
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE Le dernier mardi de chaque mois de 9h30 à 15h30	60	0	60	100 %
SEPT-ÎLES 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	108,5	1 635	94 %
SHAWINIGAN Ouvert les mardis (fin janvier 2006) et mercredis de 8h30 à 16h30	720	0	720	100 %
SHERBROOKE 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
THETFORD-MINES Les jeudis de 9h30 à 15h30	260	0	260	100 %
TROIS-RIVIÈRES 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
VAL-D'OR Les lundis, mercredis, et vendredis de 8h30 à 16h30	1 036	84	952	92 %
VALLEYFIELD 5 jours/semaine de 8h30 à 16h30	1 743	0	1 743	100 %
Ensemble des bureaux	41 872	770	41 102	98 %

126. EFFECTIFS RÉGULIERS PAR BUREAU RÉGIONAL, PAR RÉGION, PAR FAMILLE D'EMPLOI ET PAR CLASSES D'EMPLOI POUR LES ANNÉES 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006

POUR L'ANNÉE 2003-2004

BUREAU RÉGIONAL	HORS CADRE	CADRES	PROFESSIONNELS ET JURISTES	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
<i>Direction territoriale de Montréal</i>						
Bureau de Montréal	17	2	2	2	50	73
<i>Direction territoriale de l'Ouest</i>						
Bureaux de Laval	3	0	0	0	6	9
St-Jérôme	0	0	0	0	4	4
Trois-Rivières	0	0	1	1	6	8
Shawinigan	0	0	0	0	0	0
Joliette	0	0	0	0	1	1
Gatineau	1	0	0	0	2	3
Val d'Or	0	0	0	0	1	1
Rouyn-Noranda	0	0	0	0	1	1
<i>Direction territoriale de l'Est</i>						
Bureaux de Québec	4	0	1	0	19	24
Lévis	0	0	0	0	1	1
Saguenay	0	0	0	0	4	4
Roberval	0	0	0	0	0	0
Sept-Îles	0	0	0	0	1	1
Baie-Comeau	0	0	0	0	1	1
Rimouski	1	0	0	1	4	6
Gaspé	0	0	0	0	1	1
Rivière-du-Loup	0	0	0	0	1	1
<i>Direction territoriale du Sud</i>						
Bureaux de Longueuil	6	1	1	0	11	19
Valleyfield	0	0	0	0	1	1
Granby	0	0	0	0	1	1
St-Jean	0	0	0	0	2	2
St-Hyacinthe	0	0	0	0	2	2
Sherbrooke	0	0	0	0	5	5
Drummondville	0	0	0	0	2	2
TOTAL	32	3	5	4	127	171

126. EFFECTIFS RÉGULIERS PAR BUREAU RÉGIONAL, PAR RÉGION, PAR FAMILLE D'EMPLOI ET PAR CLASSES D'EMPLOI POUR LES ANNÉES 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006

POUR L'ANNÉE 2004-2005

BUREAU RÉGIONAL	HORS CADRE	CADRES	PROFESSIONNELS ET JURISTES	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
<i>Direction territoriale de Montréal</i>						
Bureau de Montréal	18	2	3	2	53	78
<i>Direction territoriale de l'Ouest</i>						
Bureaux de Laval	4	0	0	0	6	10
St-Jérôme	0	0	0	0	4	4
Trois-Rivières	0	0	1	1	5	7
Shawinigan	0	0	0	0	0	0
Joliette	0	0	0	0	1	1
Gatineau	1	0	0	0	2	3
Val d'Or	0	0	0	0	1	1
Rouyn-Noranda	0	0	0	0	1	1
<i>Direction territoriale de l'Est</i>						
Bureaux de Québec	4	1	0	0	19	24
Lévis	0	0	0	0	1	1
Saguenay	0	0	0	0	3	3
Roberval	0	0	0	0	0	0
Sept-Îles	0	0	0	0	1	1
Baie-Comeau	0	0	0	0	1	1
Rimouski	0	0	0	1	4	5
Gaspé	0	0	0	0	2	2
Rivière-du-Loup	0	0	0	0	1	1
<i>Direction territoriale du Sud</i>						
Bureaux de Longueuil	5	1	1	0	9	16
Valleyfield	0	0	0	0	1	1
Granby	0	0	0	0	2	2
St-Jean	0	0	0	0	2	2
St-Hyacinthe	0	0	0	0	2	2
Sherbrooke	0	0	0	0	5	5
Drummondville	0	0	0	0	2	2
TOTAL	32	4	5	4	128	173

126. EFFECTIFS RÉGULIERS PAR BUREAU RÉGIONAL, PAR RÉGION, PAR FAMILLE D'EMPLOI ET PAR CLASSES D'EMPLOI POUR LES ANNÉES 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006

POUR L'ANNÉE 2005-2006

BUREAU RÉGIONAL	HORS CADRE	CADRES	PROFESSIONNELS ET JURISTES	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
<i>Direction territoriale de Montréal</i>						
Bureau de Montréal	18	2	3	2	49	74
<i>Direction territoriale de l'Ouest</i>						
Bureaux de Laval	4	0	0	0	4	8
St-Jérôme	0	0	0	0	5	5
Trois-Rivières	0	0	1	1	3	5
Shawinigan	0	0	0	0	0	0
Joliette	0	0	0	0	1	1
Gatineau	1	0	0	0	2	3
Val d'Or	0	0	0	0	1	1
Rouyn-Noranda	0	0	0	0	1	1
<i>Direction territoriale de l'Est</i>						
Bureaux de Québec	4	1	0	0	17	22
Lévis	0	0	0	0	1	1
Saguenay	0	0	0	0	4	4
Roberval	0	0	0	0	0	0
Sept-Îles	0	0	0	0	1	1
Baie-Comeau	0	0	0	0	1	1
Rimouski	0	0	0	1	4	5
Gaspé	0	0	0	0	2	2
Rivière-du-Loup	0	0	0	0	1	1
<i>Direction territoriale du Sud</i>						
Bureaux de Longueuil	5	1	1	0	9	16
Valleyfield	0	0	0	0	1	1
Granby	0	0	0	0	1	1
St-Jean	0	0	0	0	2	2
St-Hyacinthe	0	0	0	0	2	2
Sherbrooke	0	0	0	0	4	4
Drummondville	0	0	0	0	2	2
TOTAL	32	4	5	4	118	163

**127. VENTILATION POUR CHACUNE DES DIRECTIONS TERRITORIALES
DE LA RÉGIE DU LOGEMENT, AU 31 MARS 2005 ET AU 31 MARS 2006**

AU 31 MARS 2005

Territoire		A) Budget (Note 1)	B) Personnel en place		TOTAL	C) Dossiers reçus, traités et délai moyen de réponse
			Régulier	Occasionnel		
1.	Direction territoriale de Montréal	2 231 972 \$	53	13	66	Voir réponse à la question 132
2.	Direction territoriale de l'Ouest	697 937 \$	19	3	22	
3.	Direction territoriale de l'Est	1 047 341 \$	32	4	36	
4.	Direction territoriale du Sud	827 274 \$	21	1	22	
5.	Activités du tribunal	4 470 796 \$	(Note 2)			
	Sous total :	9 275 320 \$				
6.	Dépenses non ventilées (ex. : frais de voyage, frais de huissiers, gardiennage et sécurité)	497 350 \$				
TOTAL		9 772 670 \$	125	21	146	

Note 1 : Le budget ventilé par direction territoriale concerne uniquement les traitements.

Note 2 : Les activités du tribunal sont composées de régisseurs, de greffiers spéciaux et du service de coordination des rôles qui sont présents dans toutes les régions du Québec.

**127. VENTILATION POUR CHACUNE DES DIRECTIONS TERRITORIALES
DE LA RÉGIE DU LOGEMENT, AU 31 MARS 2005 ET AU 31 MARS 2006**

AU 31 MARS 2006

13001 MARS 2000

Territoire		A) Budget (Note 1)	B) Personnel en place		TOTAL	C) Dossiers reçus, traités et délai moyen de réponse
			Régulier	Occasionnel		
1.	Direction territoriale de Montréal	2 068 589 \$	51	12	63	Voir réponse à la question 132
2.	Direction territoriale de l'Ouest	581 465 \$	20	3	23	
3.	Direction territoriale de l'Est	1 061 440 \$	33	4	37	
4.	Direction territoriale du Sud	753 419 \$	24	1	25	
5.	Activités du tribunal	4 831 363 \$	(Note 2)			
	Sous total :	9 296 276 \$				
6.	Dépenses non ventilées (ex. : frais de voyage, frais de huissiers, gardiennage et sécurité)	513 283 \$				
TOTAL		9 809 559 \$	128	20	148	

Note 1 : Le budget ventilé par direction territoriale concerne uniquement les traitements.

Note 2 : Les activités du tribunal sont composées de régisseurs, de greffiers spéciaux et du service de coordination des rôles qui sont présents dans toutes les régions du Québec.

**128-129. NOMBRE DE BUREAUX RÉGIONAUX RELOCALISÉS OU FERMÉS
EN 2005-2006 ET PRÉVISION POUR 2006-2007 ET MOTIFS, RAISONS
ET VENTILATION DES ÉCONOMIES RÉALISÉES OU PRÉVUES.**

Aucun bureau régional n'a été relocalisé ou fermé au cours de l'exercice 2005-2006.

Dès le début de 2006-2007, le bureau de Sherbrooke sera relocalisé ce qui permettra des économies de loyer annuelles d'environ 9 000 \$.

Une entente avec la Cour municipale de Sherbrooke a été conclue afin que la Régie puisse utiliser la salle d'audience selon un horaire prédéterminé et ce, à aucun frais. Ainsi la Régie a pu rationaliser sa surface de loyer puisqu'une salle d'audience n'était plus requise en permanence dans ses locaux.

La relocalisation du bureau a également permis de se rapprocher de la Cour municipale de Sherbrooke où se tiennent désormais les audiences de la Régie du logement pour cette région.

130. ÉCHÉANCIER DE LA RÉVISION DU MODE DE CALCUL DE LA RÉGIE DU LOGEMENT EN MATIÈRE DE FIATION DES LOYERS

La révision de la méthode de calcul d'une variation de loyer s'inscrit dans l'ensemble des enjeux en matière d'habitation. L'échéancier pour tenir des consultations publiques est fixé à l'automne 2006.

**131. COMPARAISON DES BÉNÉFICES ENGENDRÉS PAR LA TARIFICATION
DES FRAIS EXIGIBLES À LA RÉGIE DU LOGEMENT 2005-2006 ET
PRÉVISIONS POUR 2006-2007**

Les revenus de tarification sont les suivants :

- Pour l'année 2005-2006 : 4 598 201 \$
- Pour l'année 2006-2007 4 400 000 \$ (prévision)

132. STATISTIQUES SUR LES ACTIVITÉS DE LA RÉGIE PAR RÉGION

A) LA NATURE DES RECOURS INTENTÉS TRIÉE PAR TYPE DE RECOURS

Volume d'entrée des causes, par catégorie et sous catégorie

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Fixation de loyer	13 982	16 139	15 159	10 757
Révision d'une décision	285	610	401	359
Non-paiement du loyer	41 860	43 720	44 621	44 974
recouvrement-résiliation	35 730	36 914	37 341	38 783
résiliation (retard fréquent)	6 130	6 806	7 280	6 191
Causes civiles (autres)	24 745	25 232	24 178	24 858
<i>Introduites par les locateurs</i>	<i>16 400</i>	<i>16 534</i>	<i>15 947</i>	<i>16 526</i>
recouvrement autre	2 370	2 048	2 099	2 111
résiliation (autre motif)	4 075	3 899	3 685	3 411
indemnité de relocation	2 337	2 265	2 614	2 709
conversion en copropriété	123	164	164	248
reprise de logement	2 083	2 228	1 977	1 688
rétractation	511	776	563	617
autres recours du locateur	4 901	5 154	4 845	5 742
<i>Introduites par les locataires</i>	<i>8 345</i>	<i>8 698</i>	<i>8 231</i>	<i>8 332</i>
diminution de loyer	3 399	3 585	3 119	3 308
résiliation par le locataire	295	257	326	336
autorisation de déposer	551	566	514	435
rétractation	1 854	1 804	1 803	1 761
autres recours du locataire	2 246	2 486	2 469	2 492
Ensemble des causes	80 872	85 701	84 359	80 948

B) LE NOMBRE DE REQUÊTES DÉPOSÉES TRIÉ PAR TYPE DE REQUÊTE**Volume d'entrée des causes, par direction territoriale et par catégorie**

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Ensemble de la Régie	80 872	85 701	84 359	80 948
Non-paiement	41 860	43 720	44 621	44 974
Causes civiles générales	24 745	25 232	24 178	24 858
Révision	285	610	401	359
Fixation	13 982	16 139	15 159	10 757
Direction territoriale de Montréal	44 794	47 790	47 006	42 788
Non-paiement	21 823	22 632	22 995	22 625
Causes civiles générales	12 344	13 178	12 549	12 535
Révision	253	550	337	277
Fixation	10 374	11 430	11 125	7 351
Direction territoriale de l'Est	10 456	10 638	10 296	10 585
Non-paiement	5 064	5 298	5 552	5 795
Causes civiles générales	3 913	3 652	3 473	3 804
Révision	13	18	29	21
Fixation	1 466	1 670	1 242	965
Direction territoriale de l'Ouest	12 151	13 251	13 292	13 630
Non-paiement	6 999	7 718	7 855	8 202
Causes civiles générales	4 345	4 214	4 183	4 295
Révision	9	14	16	20
Fixation	798	1 305	1 238	1 113
Direction territoriale du Sud	13 471	14 022	13 765	13 945
Non-paiement	7 974	8 072	8 219	8 352
Causes civiles générales	4 143	4 188	3 973	4 224
Révision	10	28	19	41
Fixation	1 344	1 734	1 554	1 328

C) LE NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES

Nombre de décisions rendues, par direction territoriale et par catégorie

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Ensemble de la Régie	53 185	56 523	56 649	55 459
Non-paiement	30 195	31 553	31 510	31 670
Causes civiles générales	15 659	15 401	15 267	16 468
Révision	233	214	463	198
Fixation	7 098	9 355	9 409	7 123
Direction territoriale de Montréal	29 052	32 387	32 056	28 704
Non-paiement	15 736	16 432	16 285	15 373
Causes civiles générales	7 579	8 465	8 048	8 141
Révision	172	172	412	115
Fixation	5 565	7 318	7 311	5 075
Direction territoriale de l'Est	6 666	6 695	7 134	7 274
Non-paiement	3 581	3 531	3 855	4 071
Causes civiles générales	2 692	2 454	2 407	2 588
Révision	35	13	13	31
Fixation	358	697	859	584
Direction territoriale de l'Ouest	8 303	8 827	9 068	9 781
Non-paiement	5 082	5 777	5 683	6 225
Causes civiles générales	2 809	2 409	2 737	2 932
Révision	6	14	14	14
Fixation	406	627	634	610
Direction territoriale du Sud	9 164	8 614	8 391	9 700
Non-paiement	5 796	5 813	5 687	6 001
Causes civiles générales	2 579	2 073	2 075	2 807
Révision	20	15	24	38
Fixation	769	713	605	854

LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉGLÉS ET REMIS

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Ensemble de la Régie				
Dossiers réglés (ou fermés)	62 935	66 746	67 510	67 382
Nombre de décisions rendues	53 185	56 523	56 649	55 459
Nombre d'ententes à l'audience	2 447	2 475	2 595	2 744
Nombre de causes rayées	4 649	5 077	5 527	6 429
Nombre de désistements	2 654	2 671	2 739	2 750
Dossiers remis, ajournés ou suspendus	11 028	11 443	12 078	13 001
Nombre de remises et d'ajournements	9 354	9 801	10 555	11 322
Nombre de remises sine die	1 562	1 539	1 421	1 575
Nombre de suspensions	112	103	102	104
Direction territoriale de Montréal				
Dossiers réglés (ou fermés)	34 971	38 528	38 220	35 071
Nombre de décisions rendues	29 052	32 387	32 056	28 704
Nombre d'ententes à l'audience	1 400	1 453	1 399	1 410
Nombre de causes rayées	2 642	2 872	3 021	3 411
Nombre de désistements	1 877	1 816	1 744	1 546
Dossiers remis, ajournés ou suspendus	6 965	7 530	7 702	8 181
Nombre de remises et d'ajournements	5 983	6 601	6 771	7 109
Nombre de remises sine die	908	858	877	998
Nombre de suspensions	74	71	54	74
Direction territoriale de l'Est				
Dossiers réglés (ou fermés)	7 728	7 714	8 294	8 571
Nombre de décisions rendues	6 666	6 695	7 134	7 274
Nombre d'ententes à l'audience	231	199	235	254
Nombre de causes rayées	552	586	620	640
Nombre de désistements	279	234	305	403
Dossiers remis, ajournés ou suspendus	1 164	1 173	1 100	1 338
Nombre de remises et d'ajournements	950	888	895	1 080
Nombre de remises sine die	204	279	199	253
Nombre de suspensions	10	6	6	5
Direction territoriale de l'Ouest				
Dossiers réglés (ou fermés)	9 649	10 228	10 709	11 715
Nombre de décisions rendues	8 303	8 827	9 068	9 781
Nombre d'ententes à l'audience	351	297	333	379
Nombre de causes rayées	744	782	978	1 212
Nombre de désistements	251	322	330	343
Dossiers remis, ajournés ou suspendus	1 556	1 325	1 411	1 612
Nombre de remises et d'ajournements	1 258	1 039	1 193	1 380
Nombre de remises sine die	288	272	202	218
Nombre de suspensions	10	14	16	14
Direction territoriale du Sud				
Dossiers réglés (ou fermés)	10 587	10 276	10 287	12 025
Nombre de décisions rendues	9 164	8 614	8 391	9 700
Nombre d'ententes à l'audience	465	526	628	701
Nombre de causes rayées	711	837	908	1 166
Nombre de désistements	247	299	360	458
Dossiers remis, ajournés ou suspendus	1 343	1 415	1 865	1 870
Nombre de remises et d'ajournements	1 163	1 273	1 696	1 753
Nombre de remises sine die	162	130	143	106
Nombre de suspensions	18	12	26	11

D) LES DÉLAIS ENTRE LE DÉPÔT DE LA REQUÊTE ET L'AUDITION

Délai d'audience en l'absence de suspension, de remise et d'ajournement (en mois), par direction territoriale et par catégorie

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Ensemble de la Régie				
Non-paiement	1,3	1,3	1,3	1,4
Causes civiles générales urgentes	1,4	1,3	1,5	1,5
prioritaires	4,7	6,6	8,9	8,8
générales	8,5	12,5	14,5	17,4
Révision	2,2	4,2	9,5	8,0
Fixation	6,9	6,1	6,1	8,0
Direction territoriale de Montréal				
Non-paiement	1,4	1,1	1,1	1,4
Causes civiles générales urgentes	1,4	1,1	1,4	1,3
prioritaires	6,4	7,8	10,2	10,0
générales	12,3	16,7	17,7	19,0
Révision	2,0	4,8	10,2	12,3
Fixation	7,3	6,2	5,5	7,4
Direction territoriale de l'Est				
Non-paiement	1,2	1,2	1,3	1,3
Causes civiles générales urgentes	1,2	1,6	1,4	1,4
prioritaires	3,6	4,9	4,3	5,3
générales	10,1	7,6	8,6	10,4
Révision	2,6	1,7	2,7	3,7
Fixation	5,7	7,1	8,5	9,2
Direction territoriale de l'Ouest				
Non-paiement	1,4	1,6	1,6	1,6
Causes civiles générales urgentes	1,7	1,6	2,0	1,9
prioritaires	3,1	5,8	9,0	8,8
générales	7,6	9,9	14,3	17,4
Révision	2,0	2,3	3,5	2,3
Fixation	6,6	5,0	8,4	9,8
Direction territoriale du Sud				
Non-paiement	1,2	1,3	1,3	1,4
Causes civiles générales urgentes	1,3	1,5	1,8	1,8
prioritaires	3,8	5,7	9,5	10,0
générales	6,2	8,6	15,1	20,5
Révision	2,3	2,2	3,0	2,8
Fixation	5,4	5,1	6,1	9,1

E) LES DÉLAIS ENTRE L'AUDITION ET LA SIGNIFICATION DE LA DÉCISION

Délai après (en mois), par direction territoriale et par catégorie

		2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Ensemble de la Régie					
Non-paiement		0,2	0,2	0,2	0,2
Causes civiles générales	urgentes	0,3	0,3	0,3	0,3
	prioritaires	0,4	0,4	0,5	0,4
	générales	0,3	0,3	0,4	0,4
Révision		0,6	0,7	1,0	1,1
Fixation		0,5	0,6	0,5	0,5
Direction territoriale de Montréal					
Non-paiement		0,0	0,0	0,0	0,0
Causes civiles générales	urgentes	0,2	0,2	0,3	0,2
	prioritaires	0,3	0,3	0,4	0,3
	générales	0,4	0,5	0,6	0,5
Révision		0,4	0,4	0,5	0,4
Révision		0,6	0,7	1,0	1,1
Fixation		0,5	0,6	0,5	0,4
Direction territoriale de l'Est					
Non-paiement		0,1	0,1	0,1	0,1
Causes civiles générales	urgentes	0,4	0,3	0,3	0,3
	prioritaires	0,4	0,3	0,4	0,4
	générales	0,4	0,3	0,3	0,3
Révision		0,8	0,7	1,0	0,7
Fixation		0,5	0,3	0,3	0,6
Direction territoriale de l'Ouest					
Non-paiement		0,1	0,1	0,1	0,2
Causes civiles générales	urgentes	0,2	0,2	0,2	0,2
	prioritaires	0,3	0,2	0,3	0,3
	générales	0,2	0,2	0,2	0,3
Révision		0,7	0,5	0,5	1,0
Fixation		0,5	0,5	0,5	0,6
Direction territoriale du Sud					
Non-paiement		0,2	0,2	0,2	0,2
Causes civiles générales	urgentes	0,3	0,4	0,3	0,3
	prioritaires	0,4	0,4	0,5	0,4
	générales	0,3	0,4	0,4	0,4
Révision		0,9	1,1	1,4	1,5
Fixation		0,7	0,6	0,6	0,7

F) LE NOMBRE DE DÉCISIONS CONTESTÉES

Nombre de décisions contestées, par direction territoriale

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Ensemble de la Régie				
Révision d'une décision en fixation	285	610	401	359
Rétractation (propriétaire)	511	776	563	617
Rétractation (locataire)	1 854	1 804	1 803	1 761
Total	2 650	3 190	2 767	2 737
<i>% par rapport au volume d'entrée</i>	3,3 %	3,7 %	3,3 %	3,4 %
Direction territoriale de Montréal				
Révision d'une décision en fixation	253	550	337	277
Rétractation (propriétaire)	355	609	398	380
Rétractation (locataire)	1 171	1 119	1 143	1 025
Total	1 779	2 278	1 878	1 682
<i>% par rapport au volume d'entrée</i>	4,0 %	4,8 %	4,0 %	3,9 %
Direction territoriale de l'Est				
Révision d'une décision en fixation	13	18	29	21
Rétractation (propriétaire)	47	60	41	66
Rétractation (locataire)	154	157	156	158
Total	214	235	226	245
<i>% par rapport au volume d'entrée</i>	2,0 %	2,2 %	2,2 %	2,3 %
Direction territoriale de l'Ouest				
Révision d'une décision en fixation	9	14	16	20
Rétractation (propriétaire)	46	38	70	75
Rétractation (locataire)	237	257	290	315
Total	292	309	376	410
<i>% par rapport au volume d'entrée</i>	2,4 %	2,3 %	2,8 %	3,0 %
Direction territoriale du Sud				
Révision d'une décision en fixation	10	28	19	41
Rétractation (propriétaire)	63	69	54	96
Rétractation (locataire)	292	271	214	263
Total	365	368	287	400
<i>% par rapport au volume d'entrée</i>	2,7 %	2,6 %	2,1 %	2,9 %

G) LE NOMBRE DE DÉCISIONS CONTESTÉES ET QUI ONT ÉTÉ RENVERSÉES

La conclusion d'une décision n'est pas une information qui se prête à la saisie informatique.

Quant aux décisions qui auraient pu être contestées à la Cour du Québec, il n'est pas possible d'obtenir des statistiques précises puisque ni les parties, ni la Cour du Québec n'ont l'obligation de transmettre à la Régie du logement une copie de la requête. Toutefois, selon les données enregistrées à la Régie du logement, le nombre de décisions contestées s'avère peu significatif compte tenu le volume de décisions rendues.

Nombre de décisions ayant fait l'objet d'un appel à la Cour du Québec

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Ensemble de la Régie	42	41	31	13
Direction territoriale de Montréal	40	29	25	8
Direction territoriale de l'Est	0	3	2	3
Direction territoriale de l'Ouest	1	8	2	2
Direction territoriale du Sud	1	1	2	0